

## ITINÉRAIRES POLITIQUES

### L'INDÉPENDANCE D'UN MICRO-ÉTAT LE PARI DU VANUATU

par Gilbert DAVID\*

Le 30 juillet 1980, le Condominium des Nouvelles-Hébrides accède à l'indépendance sous le nom de « République de Vanuatu » ; de nombreux Français sont alors expulsés vers la Nouvelle-Calédonie<sup>1</sup> et, par la même occasion, le Vanuatu entre dans le débat calédonien naissant qui oppose les partisans de l'indépendance, en majorité des Mélanésiens, aux partisans du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France, en majorité d'origine européenne. Pour les premiers, le Vanuatu va devenir la référence d'une décolonisation réussie vis-à-vis de l'État français, à laquelle ils aspirent, et des liens très étroits vont se nouer entre les leaders kanak et le gouvernement de Walter Lini qui, au niveau international, va mener une politique très active de soutien à la cause indépendantiste<sup>2</sup>. En revanche pour les seconds, le Vanuatu va rapidement être considéré comme l'exemple repoussoir dans laquelle la Nouvelle-Calédonie risque de sombrer en cas d'indépendance, sentiment qui perdure, même si l'arrivée au pouvoir, fin 1991 à Port-Vila, d'un premier ministre francophone et francophile a engendré à Nouméa une vague de sympathie ; l'indépendance serait ainsi synonyme de pauvreté, les petits pays insulaires du Pacifique étant condamnés à la tutelle perpétuelle de leur métropole pour accroître le niveau de vie de leur population.

\* Géographe, ORSTOM.

1. V. Deruelle, Les voyageurs de l'indépendance, *Journal de la société des Océanistes*, 1991, vol. 92-93, n° 1-2, p. 138 à 161.

2. E. Huffer, *Grands hommes et petites îles : la politique extérieure de Fidji, de Tonga et de Vanuatu*, Paris, ORSTOM, coll. « Études et thèses », 1993, 306 p

Après quinze années d'indépendance, le recul est suffisant pour dresser un premier bilan de la politique mise en œuvre pour asseoir la viabilité du Vanuatu, qui, malgré les contraintes structurelles inhérentes à tout micro-État du Pacifique, aggravées par des tensions politiques internes, a néanmoins fait le pari de l'indépendance et d'un modèle de développement autocentré, qualifié de « socialisme mélanésien », unique dans la région.

UN PROJET : LE SOCIALISME MÉLANÉSIE  
OU LE DÉVELOPPEMENT SELON WALTER LINI (1980-1991)

Après une accession à l'indépendance marquée par les tentatives de sécession des trois principales îles du pays (Santo, Mallicolo et Tanna), menaçant à court terme le pays d'asthénie économique et de désagrégation politique, Walter Lini et son gouvernement ont opté pour une politique radicale, marquant la rupture la plus franche possible avec la situation condominiale. Ils se sont attelés à trois chantiers complémentaires : l'unité nationale ; la reconstruction économique, secteur où, comme en politique étrangère, le Vanuatu entend affirmer son originalité ; la politique étrangère, le Vanuatu ambitionnant d'occuper une place de leader régional, tout en affichant vis-à-vis des « grands » une indépendance farouche, que consacre l'adhésion au mouvement des pays non alignés.

Le « socialisme mélanésien », doctrine élaborée à la fin des années 70 par le pasteur anglican Walter Lini et par son parti, le Vanuaaku Pati (VAP), s'appuie sur les principes chrétiens et sur les valeurs de la culture océanienne<sup>1</sup>. En revanche, sa mise en œuvre relève de l'économie socialiste la plus classique : la planification y occupe une place centrale, le Service national du plan étant directement rattaché au bureau du premier ministre. Lancée en 1982 pour une durée de quinze ans, cette planification met l'accent sur le développement de l'exploitation des ressources naturelles à l'échelle du vil-

1. La suprématie de la collectivité sur l'individu y est prônée, comme les vertus du consensus, du partage et de l'humanisme qui, conjuguées au respect de la nature, doivent conduire à un renouveau culturel, que Walter Lini a baptisé la « Renaissance mélanésienne » et qu'il considère comme de son devoir de mettre en œuvre dès 1980 avant d'entamer la reconstruction économique du pays. Il s'agit de créer un nouvel ordre social, politique et économique (Lini, 1983) à l'instar du modèle « Ujamaa » développé par Julius Nyerere en Tanzanie (R. Premdas), *Melanesian socialism : Vanuatu's quest for self-definition and problems of implementation*, *Hawai, Pacific studies*, n° 1, vol. XI, 1987, p. 107 à 129).

lage ; elle devait conduire le pays à l'indépendance économique<sup>1</sup> (la *self reliance*) selon trois phases successives :

- de 1982 à 1986, construction d'une nouvelle économie nationale<sup>2</sup> ;
- de 1987 à 1991, consolidation des programmes de développement commencés en 1982<sup>3</sup> ;
- le troisième plan de développement (1992-1996) marque la phase finale du programme global de planification<sup>4</sup>. L'opposition francophone ayant remporté les élections législatives de décembre 1991, il ne sera traité ici que des deux premiers plans, dont les grandes orientations, définies en 1982, sont demeurées inchangées jusqu'à la chute de Walter Lini.

Le développement économique du pays requérant la mobilisation de l'ensemble de la population autour des priorités définies par le gouvernement, la construction d'une conscience nationale constituait un préalable après la crise politique de 1980, ce qui imposait de réduire les fractures entre le gouvernement et les coutumiers<sup>5</sup> d'une part, entre les francophones et les anglophones d'autre part. L'instauration du français comme langue officielle du Vanuatu, au côté de l'anglais et du bichlamar<sup>6</sup>, la confirmation du bilinguisme dans le système scolaire et la décentralisation administrative du pays répondent à ces préoccupations.

### *Réconcilier la coutume et le gouvernement*

Même si de nombreux chefs coutumiers anglophones étaient favorables aux thèses du VAP, les troubles politiques de 1980 résultent de l'antagonisme idéologique entre les représentants de la coutume et le Vanuaaku Pati, dont le projet centralisateur et unificateur ne leur apparaissait guère en accord avec le modèle politique traditionnel, fondé sur le consensus et la dilution spatiale des centres de décision. Le quadrillage des communautés rurales par 80 « commissaires politiques » char-

1. The stage of economic self-reliance will have been reached when Vanuatu is able to meet import requirements from foreign exchange earnings and fiscal requirements from domestic revenues (NPO, 1982, p. 3) « Le Vanuatu aura atteint l'indépendance économique quand il pourra financer les besoins d'importation avec les revenus du commerce extérieur et les besoins fiscaux avec les revenus intérieurs. »

2. NPO, *First National Development Plan*, Port-Vila, Republic of Vanuatu, National Planning Office, 1982, 322 p.

3. NPSO, *Second National Development Plan*, Port-Vila, Republic of Vanuatu, National Planning and Statistics Office, 1990, vol. 1, 620 p.

4. BNP, *Troisième plan national de développement de Vanuatu. 1992-1996*, Port-Vila, République de Vanuatu, Bureau national du plan, Bureau du premier ministre, 1994, 206 p.

5. Un coutumier est une personne de statut élevé au sein de la structure traditionnelle.

6. Le bichlamar est un sabir utilisé à la fin du siècle dernier pour les échanges commerciaux entre Mélanésiens et Blancs, il est devenu depuis la principale langue véhiculaire du pays.

gés de propager les points de vue et mots d'ordre du VAP, bien qu'efficace pour la stratégie d'implantation et de prise du pouvoir de ce parti, s'est révélé désastreux vis-à-vis des nombreux coutumiers qui lui étaient hostiles. Les tentatives de sécession de Santo, de Tanna et de Lamap sont ainsi apparues comme une réaction de ceux-ci à l'hégémonie annoncée du VAP après l'indépendance<sup>1</sup>.

La réconciliation de l'État et de la coutume s'est d'abord faite de manière institutionnelle avec la mise en place d'un Conseil national des chefs, exerçant un rôle consultatif en matière de culture auprès du gouvernement. Moins qu'une fracture entre le gouvernement et la coutume, c'est une fracture politique entre coutumiers partisans et opposants du VAP que l'accession à l'indépendance avait consacrée. Totalement étrangère à la règle du consensus, une telle situation ne pouvait perdurer, sous peine de fragiliser gravement l'autorité coutumière et par voie de conséquence de rendre le pays définitivement ingouvernable. La mise en place de ce Conseil national des chefs a offert aux coutumiers l'occasion de sceller la réconciliation qu'ils attendaient, tout en permettant au gouvernement de mieux contrôler ces derniers : grâce à ses partisans, la docilité politique du conseil lui était acquise.

La seconde mesure prise par le gouvernement vis-à-vis des coutumiers a été de reconnaître aux maîtres de la terre la propriété légale du sol, puis le droit de céder à un tiers, contre rémunération, l'usufruit de son exploitation dans le cadre d'un bail d'une durée maximale de soixante-quinze ans.

La troisième mesure a consisté à faire du kava, breuvage traditionnel aux vertus apaisantes tiré de la racine d'un poivrier arbustif local (*Piper methysticum* Forst) également appelé kava<sup>2</sup>, la boisson « nationale ». Désormais toute rencontre officielle entre le gouvernement et ses hôtes étrangers est ponctuée par la cérémonie du kava. En ville, les pouvoirs publics en encourageant la consommation, qu'en revanche l'église presbytérienne et la plupart des petites églises protestantes interdisent toujours ; cette valorisation du kava par le gouvernement peut donc être considérée comme une ouverture vis-à-vis des francophones et des groupes coutumiers conservateurs.

1. J. Bonnemaison, *L'arbre et la pirogue. les fondements d'une identité Territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie)*, Paris, ORSTOM, Travaux et Documents 201 (1), 1986, 540 p. et E. Huffer, 1993, *op. cit.*

2. V. Lebot et P. Cabalion, *Les kavas de Vanuatu, cultivars de Piper methysticum*, Paris, ORSTOM, Travaux et documents n° 205, 1986, 234 p.

*La décentralisation administrative*

A l'indépendance, un nouveau découpage administratif du pays en onze régions a été institué. Chacune d'entre elles est le siège d'un Conseil de gouvernement local, composé d'une dizaine à une trentaine de membres<sup>1</sup> assisté d'un personnel administratif réduit ; ses tâches portent essentiellement sur l'élaboration et l'application de plans régionaux de développement et sur la construction et la maintenance des infrastructures d'éducation, de santé, de transport et de culture. Le budget de chaque conseil est assuré par un impôt de capitation de 500 à 1 600 vatu<sup>2</sup> par an selon les régions. Saluée par l'opposition, hostile à tout projet politique centralisateur, cette décentralisation administrative marque la volonté de rupture du gouvernement vis-à-vis de l'administration du Condominium et lui permet de contrôler la politique de développement économique à l'échelle locale, la majorité des Conseils de gouvernement locaux se rattachant au Vanuaaku Pati.

La refonte de la fonction publique participe de la même logique. Répondant au légitime souci de supprimer la duplication des services entre fonctionnaires francophones et anglophones, elle s'est principalement traduite, au nom de l'efficacité, par l'élimination de la plupart des premiers. La mise en place d'une fonction publique essentiellement composée d'anglophones, souvent partisans du VAP, donnait ainsi au gouvernement les garanties d'une adhésion des fonctionnaires à son projet économique. Cet exemple illustre les limites qu'impose le gouvernement au renforcement de l'unité nationale ; sauf menaces graves de déstabilisation, cette unité ne peut se faire au détriment de l'encadrement politique de l'archipel et de l'efficacité de la politique économique, qui, aux yeux du gouvernement de Walter Lini, lui est étroitement associée.

## UNE POLITIQUE : L'ÉCONOMIE AU SERVICE DE L'IDÉOLOGIE

En 1982, le bureau du premier ministre publie le premier plan de développement : l'exploitation des ressources naturelles, le rééquilibrage territorial, l'éducation et la formation, la préservation des patrimoines culturel et écologique du pays en constituent les objectifs principaux pour asseoir l'indépendance économique du pays à l'horizon 1996<sup>3</sup>.

1. Les deux tiers sont élus au suffrage universel tous les quatre ans, chaque élu représentant 1 500 habitants.

2. Monnaie locale équivalent à environ 0,1 \$US.

3. NPO, *op cit*, 1982, p. 9-10.

### *Exploiter les ressources naturelles*

L'exploitation des ressources naturelles constitue le pivot de la politique économique du gouvernement. L'accent est mis sur l'augmentation de la production des petits producteurs villageois de manière à combler le déficit de la balance commerciale en réduisant les importations, tout en accroissant et en diversifiant les exportations, trop dépendantes du coprah. En fait, malgré un discours prônant l'autosuffisance alimentaire<sup>1</sup>, les efforts des pouvoirs publics en matière agricole ont surtout porté sur les productions destinées au marché international (café, cacao et coprah<sup>2</sup> notamment). La redistribution aux propriétaires coutumiers des terres abandonnées par les colons d'origine européenne devait favoriser le renouvellement de ces plantations, souvent âgées de plus de trente ans, voire de cinquante ans<sup>3</sup>. Toutefois, malgré l'assistance financière et technique des services de vulgarisation du ministère de l'Agriculture, il était illusoire d'espérer que les communautés villageoises puissent rapidement accroître les exportations, aussi le gouvernement a-t-il encouragé la mise en place de coentreprises (*joint venture*) associant une compagnie étrangère, les propriétaires coutumiers et lui-même. Deux projets, l'un portant sur 1 700 ha de cacao et l'autre sur 475 ha de café arabica, ont respectivement vu le jour entre 1983 et 1985 à Mallicolo et à Tanna. L'un comme l'autre sont des échecs : seules 30 % des superficies prévues ont été plantées en cacao, 18 % en café et en 1995, la Tanna Coffee Development Company était déclarée en cessation de paiement. La viabilité économique du système des sociétés à risques partagés pour les plantations industrielles et sa capacité à dynamiser la production villageoise restent donc encore à prouver. En revanche, l'exemple de l'élevage de plantation<sup>4</sup>, montre que ce système

1. NPO, *op. cit.*, 1982, p. 121.

2. Durant les deux années précédant l'indépendance, le coprah à lui seul, assurait 71 % de la valeur totale des exportations de l'agriculture. Cette situation perdurera jusqu'au milieu des années 80. La baisse prolongée des cours sur le marché international, les passages répétés de cyclones et dépressions tropicales, conjugués aux premiers effets de la politique de diversification agricole, font alors tomber la part du coprah dans les exportations agricoles sous le seuil des 50 % au début des années 90, tandis que les tonnages de cacao triplèrent de 1981-1982 à 1990-1991 (SO, *Summary of overseas trade - Annual report 1992*, Port-Vila, Republic of Vanuatu, Statistics Office, 1993, 24 p. et SO, *Vanuatu National Agriculture Census May 1993-1994, main report*, Port-Vila, Republic of Vanuatu, Statistics Office, 1994, 190 p.

3. SO, *Report on the agricultural census 1983/1984*, Part 1. « The results, Port-Vila », Republic of Vanuatu, Statistics Office, 1986, p. 170 ; B Weightman, *Agriculture in Vanuatu, an historical review*, Portsmouth, British friends of Vanuatu publish., 1989, p. 320. Ce mouvement était déjà bien entamé pour les cocoteraies, grâce au mouvement coopératif lancé par les autorités du Condominium en 1962 qui, en moins de vingt ans, a placé les Nouvelles-Hébrides à la première place des pays producteurs de la région pour le coprah villageois.

4. En dix ans, cet élevage a réussi à assurer l'autosuffisance du pays en viande bovine et à en faire l'unique pays exportateur de l'Océanie insulaire (SO, 1986, 1994).

reste performant lorsqu'il est aux mains de professionnels du pays, et qu'il a un effet d'entraînement sur les producteurs villageois qui peuvent profiter de ses circuits de distribution.

L'écoulement de la production constitue une des principales contraintes à l'accroissement des surfaces cultivées ; aussi le gouvernement nourrissait-il de grands espoirs dans l'expansion du système coopératif hérité du Condominium<sup>1</sup>, mais, après avoir accumulé l'équivalent de 5,2 millions de francs de dettes, la nouvelle fédération coopérative du Vanuatu a dû cesser toute activité en 1989, pénalisant lourdement les producteurs villageois. Seules la production de cacao, dont les superficies se sont accrues en dix ans de 38 %<sup>2</sup>, et celle de kava qui bénéficiait de filières spécifiques, à caractère familial, n'ont que peu ou pas souffert.

Ainsi, en 1993, 53 % des ménages ruraux du pays cultivaient du kava (contre 25 % en 1983) et un quart d'entre eux commercialisait une partie de leurs racines directement en ville<sup>3</sup>. Outre l'existence de réseaux de distribution, cet accroissement spectaculaire du nombre de producteurs s'explique également par la grande souplesse de culture du kava (la plante se reproduit aisément par bouturage et, une fois à maturité, la racine se conserve sur place de nombreux mois sans que sa qualité ne s'altère) et surtout par l'excellente rémunération qu'il offre au producteur<sup>4</sup>. Conscient de l'influence déterminante des prix sur la production de coprah et de cacao, les deux principales exportations agricoles du pays, le gouvernement a créé en 1981 une caisse de compensation au sein du VCMB (Vanuatu Commodities Marketing Board), nouvel organisme chargé de structurer ces deux filières d'exportation. Alimentée par les fonds Stabex de l'Union européenne, cette caisse vise à rémunérer les producteurs au-dessus des cours mondiaux lorsque leurs coûts de revient sont supérieurs et à compenser les surcoûts de transports affectant les producteurs des îles éloignées par rapport à leurs collègues d'Efaté et de Santo, qui bénéficient de la proximité des installations portuaires de Port-Vila et de Luganville.

Exploitation forestière et pêche sont toutes deux révélatrices des limites du discours idéologique du gouvernement Lini en matière d'ex-

1. Nulle part dans le Pacifique Sud, le mouvement coopératif n'a eu un impact économique aussi déterminant qu'aux Nouvelles-Hébrides. En quinze ans, il a pris le contrôle d'une part du commerce interinsulaire, au détriment des grandes compagnies Ballande et Burns Phillips, et il a structuré une nouvelle filière du coprah dont la production est passée des mains des planteurs européens à celles des communautés villageoises.

2. G. David, *Terre, population et développement au Vanuatu*, actes du VI<sup>e</sup> Colloque CORAIL, Nouméa : 27-29 octobre 1993, Nouméa, 1994, p. 221 à 241.

3. A Port-Vila, plus de 200 « kava-bars » étaient en activité en 1990 contre une dizaine en 1983 (SO, 1994).

4. SO, *Report on the agricultural census 1983/1984*, Part 1 : « The results », Port-Vila, Republic of Vanuatu, Statistics Office, 1986, 170 p.

exploitation des ressources naturelles: l'une comme l'autre devaient mettre l'accent sur la production au niveau villageois mais, en 1995, elles sont aux mains d'intervenants étrangers, les pouvoirs publics ayant renoncé à développer les capacités nationales, au profit de l'octroi de licences. Ainsi l'ambitieux programme de sylviculture, qui devait permettre au pays d'être autosuffisant en bois d'œuvre, se solda-t-il par moins de 3 000 ha plantés, en raison de l'opposition des propriétaires coutumiers, et l'exploitation des bois locaux a pris le pas sur la sylviculture. Heureusement, face aux menaces de déforestation massive, le gouvernement Lini a décidé en 1990 d'interdire les exportations de bois non transformé, stimulant d'autant les emplois dans le secteur de la transformation du bois, dont le nombre a triplé en dix ans.

Dans le domaine halieutique, le plan de développement de la pêche commerciale villageoise, lancé en 1983, visait la création d'un noyau de quelques dizaines, voire centaines de professionnels, alimentant un secteur commercial structuré, de manière à approvisionner en pêche fraîche les zones urbaines du pays, l'intérieur des îles, et, dans la mesure du possible, un petit marché d'exportation<sup>1</sup>. Ce programme de développement s'est soldé par un échec et les débarquements n'ont jamais dépassé 200 t<sup>2</sup>, tandis que la petite pêche vivrière produisait entre 4 500 et 5 000 t, tous produits confondus.

Fin 1996, la récolte des trocas (*Trochus niloticus*) et des burgaus (*Turbo marmoratus*) – coquillages nacriers – représente l'unique apport de la pêche côtière à l'effort du Vanuatu en matière d'exportation mais la ressource est gravement surexploitée. Pourtant, à ses débuts, le gouvernement Lini a pris les mesures nécessaires pour éviter une telle situation. En janvier 1984, toute exportation de coquille brute de trocas a été interdite de manière à protéger l'approvisionnement de la Melanesian Shell Products (MSP), entreprise de transformation des coquilles de trocas en pions de nacre, dont le gouvernement était actionnaire majoritaire. Mais en 1989, deux nouvelles entreprises de fabrication de pions ont été créées à Port-Vila, l'une s'appuyant sur des capitaux coréens, l'autre sur des capitaux taiwanais, et tout quota a été supprimé. La recherche d'un monopole sur le marché d'approvisionnement a poussé ces entreprises à se livrer « une guerre des cours » qui s'est traduite par la fermeture de la MSP en 1992.

1. G. David et E. Cillauren, National fisheries development policy for coastal waters, small scale-village fishing and food reliance in Vanuatu, *Man and Culture in Oceania*, n° 8, 1992, p. 35 à 58.

2. E. Cillauren et G. David, Dynamique de l'exploitation halieutique d'une ressource vierge en économie insulaire peu monétarisée (Vanuatu), in F. Laloe, H. Rey et J.-L. Durand (eds), *Questions sur la dynamique de l'exploitation halieutique*, Paris, ORSTOM, coll. « Colloques et Séminaires », 1995, p. 433 à 487.

Le Vanuatu n'a pas eu plus de succès en ce qui concerne la pêche thonière. Sa volonté de mettre en place une flottille nationale s'est heurtée au coût très élevé de l'achat et du fonctionnement de cette dernière<sup>1</sup> et dès 1984 elle avait disparu des objectifs du gouvernement<sup>2</sup>. Celui-ci a alors cherché à accroître sa participation dans le capital de la South Pacific Fishing Company (SPFC), société propriétaire de la base palangrière de Santo, dont il avait déjà acquis 9% des parts en 1981, 76% appartenant au groupe japonais *Mitsui*. Le moment ne pouvait être plus mal choisi. De 1979 à 1984, les débarquements annuels ont en effet régressé de moitié. Plutôt que de céder aux pressions du gouvernement, les dirigeants de *Mitsui* ont décidé de cesser les activités de la SPFC et de redéployer la flotte de palangriers taiwanais qui y débarquaient vers Pago-Pago, aux Samoa américaines. Désormais, la totalité des installations de la SPFC sont sous le contrôle du gouvernement du Vanuatu mais restent inemployées. Les seuls revenus que tire le Vanuatu de la pêche industrielle proviennent des licences accordées à Taiwan dans un cadre bilatéral ou octroyées aux États-Unis dans le cadre général de l'accord entre l'agence du Forum des pêches, dont fait partie le Vanuatu, et ce pays ; ils proviennent également des salaires perçus par les 300 à 350 marins du Vanuatu embarqués comme membres d'équipages sur les palangriers taiwanais fréquentant le Pacifique Sud.

### *Rééquilibrer l'archipel et spécialiser les régions*

A la veille de l'indépendance, les migrations internes des ruraux vers Port-Vila ou Luganville préoccupaient déjà les pouvoirs publics, la population urbaine ayant doublé de 1967 à 1979 pour atteindre 15 780 habitants<sup>3</sup>. Pour le nouveau gouvernement du Vanuatu, le rééquilibrage du territoire apparaît comme le meilleur moyen de lutter contre cet exode. Il s'agit, d'une part, de renforcer les infrastructures de communication et de transports routier, maritime et aérien à l'intérieur des îles comme à l'échelle interinsulaire, et, d'autre part, de créer des

1. Selon Kearney (1979), un canneur de 300 t coûtait en 1976 environ 1 million de dollars américains à l'achat et 900 000 \$ en coût de fonctionnement annuel. Quant au senneur [chalutier équipé de « sennes » (filets)] de 1 100 t, du type mis en œuvre par les américains dans la région, il coûtait 5,3 millions de dollars à l'achat pour 1,5 million de fonctionnement annuel (R. Kearney, *Problèmes posés par le développement et la gestion des pêches dans les petits États insulaires*, Nouméa, Commission du Pacifique Sud, Document occasionnel n° 19, 1979, 19 p.). La même année le PNB des Nouvelles-Hébrides s'élevait à 5 000 millions de francs NH, soit 40 millions de dollars américains (NPO, 1982, *op. cit.*).

2. NPSO, *The mid-term review of Vanuatu's first National Development Plan*, Port-Vila, Republic of Vanuatu, National Planning and Statistics Office, 1984, 344 p.

3. OS, Rapport sur le recensement de la population de 1979, vol. 1 : *Tables de base*, Port-Vila, République du Vanuatu, Office de la statistique, 1983, 470 p.

pôles régionaux de développement à partir des onze capitales de province. Au rééquilibrage de l'archipel est associée une ambitieuse politique de spécialisation économique des régions. Toutefois, du fait de la faible diversité des ressources économiques des différentes îles du pays, celle-ci s'avère difficile à mettre en œuvre. Les développements des cocoteraies, du cacao et de la pêche artisanale sont partout au programme, et aucune des régions que leur taille réduite ou leur éloignement de Port-Vila classent comme périphériques n'affiche de spécificités.

Apparemment ni cette politique de rééquilibrage, ni les programmes de développement mis en œuvre à l'échelle nationale ne se sont avérés capables de stopper l'exode rural. Tout au plus, a-t-on enregistré une légère baisse du taux d'accroissement de la population urbaine qui, de 7,9 % par an pendant la période 1967-1979, est passée à 7,5 % pour la période 1979-1989. Hormis Santo, Malo, Efaté et Epi, toutes les régions du Vanuatu présentent un solde migratoire négatif pour la période 1980-1989<sup>1</sup>, celui-ci est particulièrement prononcé à Paama et dans l'archipel des Shepherd qui, en dix ans, ont respectivement perdu 23,8 et 10,5 % de leur population. Si cette évolution se poursuit, la population de Port-Vila doublera en neuf ans, atteignant 38 620 habitants en 1998<sup>2</sup> puis, en 2014, entre 70 000 et 77 500 habitants.

### *Éduquer et former*

Bien que des efforts aient été réalisés en matière d'éducation primaire et secondaire durant les dernières années du Condominium et que le gouvernement Lini ait hérité d'une infrastructure scolaire globalement supérieure à la moyenne des autres États océaniques à leur accession à l'indépendance, seuls 30 à 35 % des 14 433 enfants âgés de 10 à 14 ans fréquentaient de manière régulière l'école en 1979 et moins d'un élève sur six ayant achevé le cycle primaire poursuivait des études secondaires<sup>3</sup>. Pour redresser cette situation, le gouvernement avait prévu d'accroître de 20 % le nombre des écoles primaires afin de scolariser l'ensemble des enfants de 6 à 11 ans, un quart de ces derniers devant ensuite passer dans le secondaire. Parallèlement, l'accent a été mis sur l'unification des programmes anglophones et francophones hérités du Condominium et sur la formation des maîtres, une large proportion des

1. SO, *Vanuatu National Population Census May 1989, main report*, Port-Vila, Republic of Vanuatu, Statistics Office, 1991a, 158 p.

2. ES, *Vanuatu National Report for UNCED*, Port-Vila, Environment section, Department of physical planning and environment, Republic of Vanuatu, 1991, 60 p.

3. NPO, 1982, *op cit.*, p. 104.

enseignants du primaire et la quasi-totalité de ceux du secondaire en poste avant l'indépendance étant des expatriés. A ces objectifs, « classiques » pour un jeune État indépendant, le gouvernement Lini a ajouté l'adaptation du système éducatif aux réalités des zones rurales, par le biais notamment de formations techniques et de programmes dédiés au milieu local. Il s'agissait de former des citoyens pouvant mettre leurs connaissances scolaires au service du développement des communautés rurales et non une jeunesse culturellement décalée, incapable de s'insérer professionnellement dans ces communautés.

Cette politique s'est rapidement heurtée à la contrainte démographique, qui avait été délibérément négligée, voire niée, lors de l'élaboration du premier plan. En 1980, Walter Lini percevait en effet la croissance de la population (3,2% par an en moyenne de 1967 à 1979) comme une « revanche » du Vanuatu sur son histoire coloniale<sup>1</sup> et comme une condition indispensable à la reconstitution de sa viabilité économique, le milieu rural étant jugé suffisamment stable écologiquement et culturellement pour absorber cette main-d'œuvre nouvelle<sup>2</sup>. Dès 1984 les experts du plan ont attiré l'attention du gouvernement sur l'accroissement spectaculaire de la population scolaire, qui devait doubler en une vingtaine d'années, et sur les implications financières de cette croissance<sup>3</sup>. L'éducation représentant déjà le quart des dépenses de l'État et son premier poste budgétaire, il était impossible d'accroître l'effort financier en ce domaine<sup>4</sup>. Afin d'abaisser le coût de l'éducation, il a alors été décidé d'augmenter le nombre d'élèves par classe : en 1994, le ratio est d'un enseignant pour 29 élèves au lieu de 23,4 en 1987 et le nombre des maîtres a été réduit de 8% quand l'effectif des élèves s'accroissait de 15%. Les résultats globaux dans le primaire n'en ont guère été altérés : plus de 95% des enfants de 6 ans sont scolarisés et les échecs dans le primaire sont beaucoup moins nombreux en 1992 qu'en 1984<sup>5</sup>.

En revanche, la situation du secondaire est critique. En raison de coûts élevés, trop peu d'élèves suivent ce cycle et, trop souvent, ceux qui y réussissent ne savent pas valoriser leur savoir une fois revenus dans leur vil-

1. Dans la seconde partie du siècle dernier, le pays a souffert d'une forte baisse de sa population, qui, dans les cas extrêmes d'Anatom, d'Erromango et de Maéwo, s'est soldé par un effondrement démographique que J.-L. Rallu estime à un ratio de 20 à 1 sur la période 1800-1923 (J.-L. Rallu, Position de thèse, *Journal de la société des Océanistes*, vol. 88-89, 1989, p. 129 à 132).

2. En revanche, la forte croissance de la population urbaine, à la suite d'une scolarisation de masse inadaptée engendrant l'exode rural, était considérée comme extrêmement déstructurante pour l'ensemble du pays, le milieu urbain, extérieur aux coutumes et modes de vie traditionnels des habitants du Vanuatu, étant lui-même perçu comme un milieu hostile, façonné par les anciennes puissances coloniales.

3. NPSO, 1984, *op cit*

4. Après les troubles politiques de 1988, la part de l'éducation a d'ailleurs dû être ramenée à 20% du budget de l'État pour financer le maintien de l'ordre

5. NPSO, 1984 et BNP, 1994, *op cit*

lage. Nombre d'élèves de formation « classique », refusant les travaux vivriers, décident ainsi de tenter leur chance en ville après une période de quelques mois à plusieurs années d'oisiveté. Quant aux diplômés de l'enseignement technique, le faible pouvoir d'achat de leurs concitoyens ruraux constitue une contrainte difficilement surmontable pour leur implantation en zone rurale en tant que travailleur indépendant ; n'être rémunéré qu'en produits vivriers n'est guère viable pour un jeune entrepreneur qui, en revanche, doit importer des pièces et de l'outillage des centres urbains. Ce manque de perspectives des diplômés en milieu rural incite les parents à pousser leurs enfants qui semblent les plus prometteurs dans des études qui les prépareront à des emplois et à un mode de vie urbain, leurs autres enfants, destinés à rester près d'eux, se contentant d'une scolarité raccourcie. Mauvaise adaptation du système scolaire et croissance démographique élevée se conjuguent alors pour favoriser l'exode rural vers Port-Vila et Luganville. Peut-il en être autrement ?

### *Préserver le patrimoine culturel et écologique du pays*

La Coutume et, dans une moindre mesure, la religion sont le creuset dans lequel s'élabore l'identité des habitants, se structure la vie économique et sociale des villages, s'intègre la jeunesse. La préservation du patrimoine culturel fait donc l'objet d'un consensus général en milieu rural et son intégration aux priorités du premier plan de développement du Vanuatu contribue à cimenter l'unité du pays. De surcroît, le village étant l'unité de base sur lequel le VAP fonde sa politique économique, la Coutume devient de fait une composante essentielle à respecter dans la mise en œuvre de cette politique, à défaut de l'y intégrer. Héritage de la dichotomie populaire entre, d'une part, la voie de la Coutume et, d'autre part, la voie de l'école et de la religion<sup>1</sup>, la différenciation entre Coutume et développement reste un des éléments clés de l'idéologie du VAP. Ce dernier demeure en effet un parti progressiste, qui, malgré les envolées lyriques de Walter Lini<sup>2</sup> sur la renaissance mélanésienne, n'envisage guère que la Coutume joue un rôle clé dans le progrès social ou économique. Sa fonction principale est d'assurer la reproduction du système vivrier, pour absorber le surplus de main-d'œuvre qu'engendre la croissance démographique en zone rurale. Seules l'éducation et la planification du développement sont les moteurs du changement social et économique.

1. J. Bonnemaison, *L'arbre et la pirogue. les fondements d'une identité. Territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie)*, Paris, ORSTOM, Travaux et Documents 201 (1), 1986, 540 p.

2. W. Lini, *Statement to the 38th Session of the United Nations General Assembly*, New York, 1983.

L'économie traditionnelle reposant sur l'exploitation durable du milieu naturel, la préservation du patrimoine écologique va de pair avec celle du patrimoine culturel, d'autant que l'opposition entre la virginité et la puissance de la nature, berceau des anciens, et la noirceur morale du monde urbain, création des colonisateurs, est au cœur de l'idéologie de la « Renaissance mélanésienne ».

### *Un nouveau type de développement : l'après-Lini (1991-1996)*

Les élections législatives du 2 décembre 1991 ont consacré l'éclatement du Vanuaaku Pati en trois composantes antagonistes, processus qui laissait le champ libre à l'arrivée des francophones au pouvoir, M. Carlot, chef de l'Union des partis modérés (UMP) devenant premier ministre. La nouvelle politique économique du Vanuatu est plus réaliste. Elle repose sur un constat majeur : la croissance démographique du pays est supérieure à sa croissance économique. Cette évolution est source de graves déséquilibres futurs et, du fait de cette dynamique démographique, ne peut être combattue qu'en mettant l'accent sur la croissance économique, les problèmes de population faisant l'objet de mesures à long terme de réduction de la fécondité et d'une réflexion pour une redistribution de la population dans l'ensemble national<sup>1</sup>. A la différence du gouvernement Lini, le milieu rural n'est pas idéalisé, ni les problèmes de disponibilités de terres rurales occultés. Si le caractère durable du développement à mettre en œuvre est souligné, ce n'est pas en référence à la gestion à l'équilibre des ressources naturelles mais à la pérennité du développement, qui repose sur la participation des communautés villageoises<sup>2</sup>. A l'opposé de la politique précédente qui s'est contentée d'un quadrillage administratif du pays en onze entités sans que n'émergent de véritables régions économiques, le redécoupage de

1 BNP, *op cit*, 1994.

2. « Pour avoir une valeur véritable, à savoir avoir un impact à long terme, le développement doit être durable. Ceci signifie que les bénéficiaires du projet doivent être à même de faire fonctionner ce projet au-delà de la phase de mise en œuvre, et bien après que le soutien de l'agence d'aide ait été retiré. Ce n'est pas uniquement un problème de disponibilité de ressources qui conditionne la viabilité à long terme d'un projet de développement ; le sens de propriété du nouveau développement est au moins aussi important : si les bénéficiaires ne considèrent pas un nouveau système de distribution des eaux ou un poste de premiers soins comme appartenant à leur communauté (village, groupe de villages, île), mais comme étant la propriété du gouvernement, il y a peu de chances que ces investissements soient correctement entretenus... Étant donné que le support communautaire est la clé du développement, on doit à tout prix éviter que, parce qu'elle n'a pas été consultée, la communauté reste indifférente » Aussi faut-il « s'assurer que les projets sont conçus pour fournir les bénéfices que les communautés considèrent comme vraiment importants et, aussi, que les plans de projets de développement tiennent véritablement compte des conditions locales. Cette approche s'appelle la mobilisation communautaire et est fondée sur le principe selon lequel les projets ne produiront un développement durable que s'ils sont mis en œuvre et soutenus avec enthousiasme par la communauté, et non par l'agence de développement » (BNP, *op cit*, 1994, p. 50-51).

l'archipel en six régions plus homogènes s'appuie sur la constitution de trois centres régionaux de commandements : Isangel (Tanna), Norsup/Lakatoro (Mallicolo) et Longana (Aoba), pôles administratifs capables d'absorber la production maraîchère des alentours et les surplus du secteur vivrier. S'inspirant de la politique menée en Nouvelle-Calédonie, ce rééquilibrage du territoire consacre la place du secteur tertiaire comme outil de développement des zones rurales, au même titre que le secteur primaire, seul favorisé dans la politique de Walter Lini.

Ainsi le tourisme, qui, jusqu'en 1991, était confiné à Luganville, à Port-Vila et à Tanna, en raison de son impact supposé négatif sur les sociétés et les cultures locales, devient-il un des axes majeurs du développement rural. En 1994 et 1995, des gîtes se sont ouverts à Ambrym, à Mallicolo, à Pentecôte et dans les îles Banks/torrès. Les jugements négatifs concernant cette activité en milieu insulaire, qui constituaient le discours dominant des universitaires de la région dans les années 80<sup>1</sup>, se sont estompés face aux échecs successifs du développement agricole à l'échelle villageoise<sup>2</sup> et à l'idéologie libérale qui, prônant l'ouverture et la mondialisation de l'économie, tend à se généraliser parmi les universitaires<sup>3</sup> et nombre de dirigeants océaniens.

Bien que l'urbanisme soit de compétence municipale, l'expansion de Port-Vila constitue une des préoccupations majeures du nouveau gouvernement. La population urbaine du pays a progressé de 7,5 % chaque année durant les années 80 pendant que le PIB des citadins se dépréciait de 4,4 % par an<sup>4</sup>. Pour apporter un début de solution à cette paupérisation croissante, le gouvernement compte sur l'implantation d'entreprises étrangères, capables de créer plusieurs centaines d'emplois et de résorber ainsi le chômage local, à l'exemple d'Apia, capitale du Samoa occidental où l'ouverture au début des années 90 d'une entreprise australienne, filiale du groupe japonais Yasaki, a permis la création de 1 500 emplois<sup>5</sup>.

D'autres espoirs se fondent sur le centre financier, créé en 1971, qui fait du Vanuatu un « paradis fiscal ». Supposé fournir une gamme com-

1. S. Britton et W. Clarke, *Ambiguous alternative - Tourism in small developing countries*, Suva, University of the South Pacific, 1987, 194 p.

2. E. M. Flemming, J. B. Hardaker et J. C. Delforce, Smallholder agricultural economy at the crossroads Policy priorities for sustainable agricultural development in South Pacific island nations, *Journal de la société des Océanistes*, vol. 92-93, n° 1-2, 1991, p. 119 à 126.

3. R. Cole, *Pacific 2010. Challenging the future*, Canberra, Australian National University, National Centre for Development Studies, 1993, 134 p. et R. Cole et S. Tambunlertchai, *The future of Asia-Pacific economies : Pacific Islands at the crossroads ?*, Canberra, Australian National University, National Centre for Development Studies, 1993, 350 p. et J. Fallon, *L'économie du Vanuatu, comment créer les conditions d'un développement qui soit durable et à assise large*, Canberra, Australian International Development Assistance Bureau, International Development Issues, n° 32, 1994, 98 p.

4. BNP, *op cit.*, 1994.

5. World Bank, *Pacific Island Economies Toward efficient and sustainable growth*, vol. 8 *Western Samoa Country Economic Memorandum. Country Department III East Asia and Pacific Region*, 1993, 70 p

plète de services en matière financière, d'investissement, de banque, de comptabilité et d'expertise, son activité principale est l'enregistrement de sociétés. Dès 1976, 479 sociétés étaient enregistrées à Port-Vila ; à la mi-1988, leur nombre s'élevait à 1 325, dont seulement 44 % exerçaient une activité dans le pays. Parmi celles-ci, on dénombrait une centaine de banques ou d'institutions financières *off shore* et une quarantaine de compagnies d'assurance. Dans sa plate-forme économique établie à la veille de l'indépendance, le Vanuaaku Pati prévoyait de fermer le centre financier, jugé peu conforme à l'idéologie économique du parti<sup>1</sup>. En fait, celui-ci a continué à prospérer sous le gouvernement Lini, s'enrichissant en 1981 d'un nouveau service : l'immatriculation de navires sous pavillon de complaisance. En peu d'années, le Vanuatu s'est taillé une place importante en ce domaine, le nombre de navires immatriculés à Port-Vila passant de 161 unités en 1987 à 437 en 1992, soit un quasi-triplement des effectifs en cinq ans<sup>2</sup> ; l'évolution des recettes que l'État a tiré de ces immatriculations est encore plus marquée, puisque celles-ci ont quintuplé durant la même période. En 1991, le centre financier employait 400 personnes, représentant 15 à 18 % de la masse salariale du secteur privé et 11 % des recettes budgétaires de l'État. Après les troubles politiques de 1988, le centre financier a enregistré en 1991 la perte de 600 entreprises, soit 45 % de celles immatriculées fin 1987. Quand M. Carlot accède au pouvoir, les investisseurs internationaux n'ont plus confiance dans la stabilité institutionnelle du pays. Ainsi le rétablissement de cette confiance est-il une des priorités du nouveau gouvernement. Le troisième plan de développement est clair à ce sujet : « Dans le contexte d'un système financier plus complexe, on doit rénover de toute urgence le cadre légal qui régit les besoins du centre financier afin de faciliter son fonctionnement... pour que Vanuatu devienne le centre financier du Pacifique Sud. »<sup>3</sup>

## CONCLUSION

Lors de la campagne électorale en vue des dernières élections législatives de novembre 1995, Hilda Lini, sœur de l'ex-premier ministre du Vanuatu et personnalité de premier plan du NUP (National Unified Party), mettait l'accent sur le nécessaire développement autocentré du pays reposant sur l'exploitation des ressources naturelles par les com-

1. Huffer, *op. cit.*, 1993.

2. BCV, *Quarterly Economic Review*, septembre 1992, Port-Vila, Bank central of Vanuatu, 1992, 80 p

3. BNP, *op. cit.*, 1994, p. 120-121.

munautés villageoises. Quinze ans après l'accession à l'indépendance, le programme économique qui prévalait au sein du VAP en 1980 est donc toujours d'actualité. Cette permanence constitue un aveu manifeste de l'échec de la politique mise en œuvre au regard des objectifs qui lui étaient assignés<sup>1</sup>, bien que le bilan des onze années de pouvoir Lini soit loin d'être négatif, comparé notamment aux performances des autres États de la région. L'indépendance économique du pays est loin d'être atteinte. Le Vanuatu est avec Tuvalu le pays au monde recevant le plus d'aide rapporté au nombre d'habitants<sup>2</sup> et les programmes de développement planifié à l'échelle villageoise se sont globalement soldés par des échecs. Nombre de villages sont bien moins équipés et dans une situation économique plus précaire en 1996 qu'à la veille de l'indépendance. Quant aux réussites économiques les plus affirmées du secteur primaire, l'élevage et la culture du kava, le premier relève principalement du secteur des plantations, héritier de l'époque coloniale, et la seconde s'est développée de manière endogène, sans aide incitative de l'État. Pourtant, la culture du kava constitue l'exemple le plus achevé de développement autocentré à l'échelle du village. A ce titre, elle confirme la justesse des vues de Walter Lini concernant ce type de développement, mais traduit également son incapacité à les mettre en pratique sur le terrain. Cette incapacité résulte des décalages, voire des contradictions dans la doctrine du VAP entre sa stratégie de contrôle et d'encadrement des populations, sa politique microéconomique, inspirée d'un socialisme mélanésien prônant l'autarcie pour minimiser la vulnérabilité du pays vis-à-vis de l'extérieur, et sa politique macroéconomique s'appuyant sur l'aide extérieure, source d'une vulnérabilité accrue<sup>3</sup>.

Pour Walter Lini, solliciter l'aide extérieure n'est en aucun cas contradictoire avec la volonté d'indépendance politique et économique du pays. Au contraire, il s'agit d'une solution de remplacement face à l'emprunt auprès du Fond monétaire international, qui grève les finances nationales et impose de sévères contraintes à la marge de manœuvre économique du gouvernement. L'aide est d'autant moins contraignante au niveau politique que ses sources, tant bilatérales que multilatérales, sont diversifiées ; sa recherche intervient alors comme une composante indissociable de la politique étrangère du pays. En ce domaine, le Vanuatu a parfaitement su tirer parti des concurrences entre la Grande-Bretagne, la France, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, voire la Chine populaire, comme de sa place de « leader régio-

1. NPO, *op. cit.*, 1982.

2. BNP, *op. cit.*, 1994.

3. P. Hamnett, R. Hamnett, R. J. Surber, D. Surber et M. T. Denoncour, Economic vulnerability in the Pacific, in J. Carter (ed.), *Pacific Island Yearbook*, 1984, 21-29

nal » sur la scène internationale, pour développer au maximum le montant de cette aide. Cette stratégie, qui tend à affirmer la place du Vanuatu vis-à-vis des anciennes tutelles coloniales et des puissants voisins de la région, tout en fortifiant les finances de l'État, est parfaitement conforme à l'image du pays que le VAP veut promouvoir à l'extérieur ; elle est également conforme à sa volonté d'indépendance économique, à partir du moment où le gouvernement du Vanuatu a pleine autorité pour décider comment dépenser cet argent.

En revanche, elle n'est guère conforme aux valeurs de la société traditionnelle dont s'est inspiré Walter Lini pour définir le concept de « renaissance mélanésienne » ; mais, sans l'apport financier qu'autorise l'aide extérieure, il eut été impossible de réaliser la politique de développement autocentré accompagnant cette renaissance. Cette politique vise à promouvoir l'émergence de producteurs professionnels et à favoriser l'individu aux dépens de la collectivité. Sa mise en œuvre s'organise selon un modèle très centralisé. Ainsi, l'unique fonction dévolue au producteur est-elle la stricte application des consignes que lui prodiguent les agents de vulgarisation, eux-mêmes chargés d'appliquer le programme défini par les services techniques compétents à Port-Vila. Son avis n'est en aucun cas sollicité pour adapter le programme ou le modifier en vue d'une meilleure intégration au contexte local, volontairement passé sous silence, comme si les communautés villageoises auxquelles appartiennent les producteurs ne développaient aucune logique propre, ou comme si ces derniers pouvaient en faire abstraction. Cette organisation très centralisée du développement s'inspire du modèle chrétien qui structure le VAP : le parti est assimilable au pasteur, qui apporte la bonne parole et guide la communauté, dont les commissaires politiques sont les catéchistes. En règle générale, les villageois suivent fidèlement les prises de position politique de leur représentant coutumier et toute conversion nouvelle d'un chef au VAP se traduit par plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de nouveaux électeurs. Si ce système d'encadrement calqué sur le religieux s'avère très efficace dans le domaine politique, car il est en prise avec les structures sociales locales, la situation est radicalement opposée dans le domaine économique. Les efforts des agents de vulgarisation ne portent en effet plus sur les élites coutumières, mais sur l'ensemble des actifs au sein desquels doivent émerger des « leaders » susceptibles, par leur exemple, de promouvoir le développement auprès de l'ensemble de la communauté. Cette future élite économique est choisie sur ses seules compétences ou motivations personnelles. De nombreux villageois perçoivent ces critères comme générateurs d'inégalités sociales ; cette défiance est également partagée par les autorités coutumières qui

craignent l'émergence d'un statut social concurrent pour le contrôle de la communauté.

Ce décalage entre les rationalités des villageois d'une part, les logiques des programmes de développement et les organes d'encadrement chargés de les mettre en œuvre d'autre part, est le principal responsable des échecs de la politique de Walter Lini en matière de développement autocentré. Tout producteur s'insère en effet dans une communauté villageoise et son comportement culturel, social ou économique ne peut aller à l'encontre de l'intérêt collectif qui tend à la pérennité de cette communauté. Depuis dix ans, les programmes de développement n'ont guère réussi à modifier cette logique à laquelle devront donc se plier les futures opérations de développement. C'est également le constat du service national du Plan quand il fait appel au concept de mobilisation communautaire pour renouveler son approche du développement.

Il est paradoxal que cette politique, qui relève d'un développement autocentré bien compris à l'échelle villageoise, émane d'un gouvernement qui s'affiche de tendance libérale tandis que Walter Lini, qui avait fait de ce développement le fondement de sa politique économique, n'ait jamais placé la participation communautaire au rang des priorités de son gouvernement, contrevenant ainsi à l'esprit de la « Renaissance mélanésienne » dont il est le père. Cet esprit inspire d'ailleurs encore largement la politique scolaire du pays qui, comme à l'époque de Walter Lini, s'efforce de trouver l'équilibre au niveau des programmes entre les disciplines de base, langues et mathématiques notamment, et les disciplines plus appliquées aux réalités insulaires dont le maintien, contesté par les experts<sup>1</sup>, est jugé prioritaire par le gouvernement pour éviter la coupure entre les élèves et leur milieu culturel. En revanche, M. Carlot a adopté une politique démographique beaucoup plus pragmatique que son prédécesseur qui, mettant en avant la « Renaissance mélanésienne », avait occulté les contraintes qu'imposait la croissance démographique à l'économie nationale.

Ainsi, s'inspirant tantôt du modèle idéologique élaboré par Walter Lini, tantôt s'en écartant au profit du libéralisme, M. Carlot tisse une politique qui, à bien des égards, continue à être originale au sein des pays en voie de développement. Depuis début 1996, à la tête d'une coalition formée des deux principaux partis du pays : l'UMP et le VAP, il devrait être moins tenté que son prédécesseur de se laisser guider par les logiques de ce dernier parti, et sa politique, conduite par une volonté idéologique moins affirmée, devrait être plus à l'écoute des réalités du pays.

1 K. G. Gannicot. *Education for economic development in the South Pacific*, Canberra, Australian National University, National Centre for Development Studies, 1990, cité par Fallon, *op. cit.*, 1994.

David Gilbert (1997)

L'indépendance d'un micro-état : le pari du Vanuatu

In : Bonnemaïson Joël (ed.), Freyss J. (ed.) Le Pacifique  
insulaire : nations, aides, espaces

Revue Tiers-Monde, 38 (149), 121-138

ISBN 2-13-048434-4